

Political Corruption. The Underside of Civic Morality de Robert Alan Sparling, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2019, 272 p.

Frédéric Mercure Jolette

Volume 41, numéro 3, 2022

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1092352ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1092352ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Mercure Jolette, F. (2022). Compte rendu de [*Political Corruption. The Underside of Civic Morality* de Robert Alan Sparling, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2019, 272 p.] *Politique et Sociétés*, 41(3), 259–261. <https://doi.org/10.7202/1092352ar>

dien et québécois à deux moments clés de l'histoire française: l'adoption de la loi sur la laïcité (1905) et la Commission Stasi (2003). Ce regard comparatif permet de mettre en lumière les similitudes entre les États ainsi que le positionnement, parfois ambivalent, des acteurs politiques en regard de la laïcité (chap. 32).

Étudier la religion au Québec est un ouvrage touffu et complexe qui réunit une trentaine de collaborations démontrant non seulement la pertinence, mais aussi la nécessité de poser un regard critique sur la religion et de procéder à des analyses rigoureuses et scientifiques si l'on veut élargir la connaissance et la compréhension de la société québécoise tant passée que contemporaine. La vaste majorité des auteurs le soulignent d'ailleurs: les études sur la religion au Québec ont été et demeurent en phase avec les mutations sociales en regard du rapport au religieux. Autrement dit, ces études sont ancrées dans l'actualité et font écho aux préoccupations tant sociales que politiques qu'on observe dans la société québécoise. Robert Mager l'écrit à propos de la théologie, mais cela s'applique autant aux sciences religieuses, «la théologie, du moins celle qui s'exerce au Québec, ne travaille pas d'abord *sur la religion*, mais bien sur tout ce qui concerne l'être humain en société» (p. 95). La religion est ainsi un fait social dont l'«analyse reste toujours à recommencer» (p. 642), comme le rappelle Raymond Lemieux dans sa postface. Conséquemment, l'horizon reste ouvert et l'intérêt renouvelé des chercheurs au cours des dernières années à l'égard de la religion et du religieux illustrent la vitalité, la diversité et la complexité de ce champ d'études. *Étudier la religion. Regards d'ici et d'ailleurs* relève le défi de l'exhaustivité et offre des pistes de recherches et de réflexions sur l'étude de la religion qui ne peuvent que contribuer à stimuler la recherche et à élargir le champ des connaissances.

Etienne Lapointe

Candidat au doctorat, Département de sciences des religions, Université du Québec à Montréal

lapointe.etienne@courrier.uqam.ca

Political Corruption. The Underside of Civic Morality, de Robert Alan Sparling, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2019, 272 p.

Pendant que le Québec en entier suivait les activités de la commission [France] Charbonneau (Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans le domaine de la construction), Robert Alan Sparling, lui, était au cœur d'une entreprise de réflexion concernant les formes historiques du discours sur la corruption. En résulte un livre engageant et bien argumenté qui contribue à la fois aux études sur la corruption, à l'histoire des idées et à la théorie politique contemporaine.

Tout comme dans ses précédents écrits (largement acclamés) sur le philosophe Johann Georg Hamann, Sparling insuffle dans son travail rigoureux d'historien des réflexions sur la situation politique contemporaine et des prises de position pertinentes dans les débats qui animent la science politique. Son livre s'inscrit ainsi dans deux types de questionnements entrelacés. D'une part, il s'intéresse aux différents discours que la philosophie politique moderne a produits sur le thème de la corruption. En procédant par figures paradigmatiques, chaque chapitre s'engage dans l'interprétation de la pensée d'un grand auteur, dans l'ordre: Érasme, Machiavel, La Boétie, Bolingbroke, Montesquieu, Kant/Robespierre (ce chapitre faisant exception avec une comparaison) et Weber. D'autre part, Sparling prend lui-même position de différentes manières: en justifiant le choix des auteurs à l'étude, en les critiquant, en tentant d'actualiser leurs idées et en construisant, plus ou moins explicitement, une thèse générale sur la corruption politique.

Sparling peut ainsi, du même souffle et de manière convaincante, contredire l'interprétation fameuse de Pierre Clastres selon laquelle le «discours sur la servitude volontaire» contiendrait une défense de l'anarchisme prépolitique et exposer les écueils du discours contemporain sur la transparence, cela en montrant le caractère

essentiel pour La Boétie d'une amitié fondée sur des croyances religieuses partagées dont le déclin ou l'absence serait le signe de la corruption du corps politique. Le chapitre sur Érasme est tout aussi intéressant. Sparling montre que, contrairement aux critiques convenues, le problème des écrits de type « miroir des princes » n'est pas leur moralisme, mais bien le fait que la relation absolument inéquitable entre le prince et son conseiller les condamne à l'échec – une chose que reconnaît à demi-mot Érasme. De plus, en se référant à la foisonnante littérature sur l'éthique du leadership, l'auteur affirme que ce genre littéraire s'est trouvé de nouveaux (et, si l'on peut ajouter, bien rémunérés) porte-étendards, sans que ses contradictions ne soient résolues pour autant.

Sur plan normatif, la thèse générale de l'auteur s'exprime en trois temps. Tout d'abord, Sparling soutient que le concept de corruption, et le discours sur celle-ci, est quasi inévitable, souvent pertinent et potentiellement émancipatoire. Toutefois, il affirme ensuite (et c'est le cœur de son propos, comme en fait foi le sous-titre *The Underside of Civic Morality*) qu'un discours sur la corruption ne peut faire l'économie d'un discours sur la moralité publique, ou il ne peut le faire qu'au risque d'une pensée pauvre et inarticulée, qui n'a que peu de chances d'arriver à ses fins et d'être émancipatoire. Finalement, plusieurs énoncés disséminés çà et là dans l'ouvrage laissent aussi croire qu'il est d'avis que la profondeur des iniquités exacerbe le potentiel de corruption du corps politique et désamorçe les procédés et les mécanismes institutionnels servant à l'endiguer.

Ces thèses, Sparling les signale de manière indirecte en montrant qu'elles rapprochent des courants au demeurant fort différents. La seconde, la plus importante, apparaît même comme une forme de gros bon sens : si la corruption est un vice ou une maladie du corps politique, sa définition doit inévitablement faire intervenir une forme quelconque de téléologie humaine ou d'idéal du bon régime. Pour Sparling, la définition minimale et de sens commun, la corruption comme « abus du bien public à des fins pri-

vées », appelle nécessairement deux autres définitions, celle du « bien public » et celle de la distinction entre ce qui relève du privé et du public, d'où la difficulté de formuler un discours clair et univoque sur la corruption et l'incroyable richesse de toute théorie qui s'attèle à cette tâche.

À quelques reprises, Sparling laisse entendre que l'intérêt porté d'hier à aujourd'hui aux grands textes qui forment le canon de la théorie politique s'explique par leur ambiguïté et le foisonnement interprétatif qui les accompagne. De même, on pourra dire que *Political Corruption. The Underside of Civic Morality* repose sur une ambiguïté qui ouvre le travail d'interprétation ; parce que si l'auteur salue l'effort des penseurs de la tradition de fonder le discours sur la corruption dans une téléologie ou un idéal du bon régime et considère cette tâche inévitable, il se garde bien de prendre lui-même une position claire et explicite. S'il critique le militarisme de Machiavel, l'amitié fusionnelle promue par La Boétie et le purisme empressé de Robespierre, et reconnaît la valeur de la modération mise de l'avant par Montesquieu et de l'éthique du bureaucrate conçue par Weber, chaque chapitre se termine sur une impression d'échec. Aucune approche ne semble épuiser le sujet ni correspondre complètement aux exigences de la société pluraliste actuelle.

On assiste alors à une espèce de pluralisme théorique qui laissera peut-être le lecteur en appétit. On pourrait en effet penser que Robert Alan Sparling propose, plutôt que d'espérer trouver une définition unique et univoque, de choisir le discours sur la corruption en fonction de la situation, de la division du corps politique et des iniquités qui le traversent. Mais comment choisir la perspective qu'il convient d'emprunter pour évaluer la réalité politique actuelle, où règne selon lui une forme de « brouillage des frontières » (p. 191) ?

Une lecture lente et patiente des classiques et un travail de comparaison historique ne sauraient nuire. Voilà une autre leçon implicite du travail de Sparling que certains catalogueront peut-être (trop rapidement) de nostalgique. En effet, contraire-

ment au vicomte Bolingbroke qui critique le clientélisme de l'État bureaucratique moderne et prêche un retour au patronage, c'est-à-dire aux relations personnelles entre groupes différenciés, Sparling, lui, excave le passé non pas pour y revenir, mais pour mesurer le chemin parcouru par la société pluraliste moderne, traquer les genres de vices politiques qu'elle stimule et établir des formes de vertus civiques qui lui soient adaptées.

Frédéric Mercure Jolette
Enseignant de philosophie,
Cégep de Saint-Laurent
 fredericmercurejolette@gmail.com

Un pays divisé. Identité, fédéralisme et régionalisme au Canada, d'Evelyne Brie et Félix Mathieu, Québec, Presses de l'Université Laval, 2021, 204 p.

La parution d'*Un pays divisé* d'Evelyne Brie et Félix Mathieu est arrivée à point nommé : peu avant la tenue des élections fédérales de l'automne 2021. Leurs analyses auront éclairé les débats partisans en amont et accompagné, en aval, l'annonce des résultats électoraux – très proches de ceux de 2019, déjà marqués par une régionalisation du vote et la persistance des forces indépendantistes au Québec. L'ouvrage est traversé par une question centrale : le Canada est-il un pays divisé ? Ce qui soulève des sous-questions : selon quelles lignes de fractures ? a-t-il pour vocation de contenir, de renier ou de sublimer ses divisions ? Pour y répondre, les auteurs s'attellent à faire ressortir les tendances dans les « attitudes et les perceptions des Canadiens », au prisme des questions identitaires, fédérales et régionales. Pour ce faire, ils ont analysé des données originales issues de l'enquête « La Confédération de demain 2.0 », rassemblées en trois périodes associées à 2017, 2019 et 2020. Des données de l'« Étude électorale canadienne » d'Élections Canada ont également été mobilisées à l'occasion.

Aux fins d'observation des attitudes des Canadiens à travers le temps, Brie et Mathieu ont enfin réalisé leur propre

enquête. L'ouvrage se divise en cinq chapitres qui en analysent les résultats. Dans les trois premiers, les auteurs décrivent les tendances et les grandes transformations identitaires au Canada. Le chapitre 1 revient ainsi sur la portée théorique et conceptuelle de « l'identité ». Au concept d'identité emboîtée ou imbriquée, les auteurs lui préfèrent celui d'« identité composite ». Ils en mesurent la teneur au moyen de la « question Linz-Moreno », qui leur permet de décrire les différentes déclinaisons identitaires au Canada (et d'illustrer leur effet sur les préférences politiques des Canadiens). Le chapitre 2 tisse ce qu'ils nomment la « toile identitaire » du Canada – au sein de laquelle l'équation identitaire la plus partagée est celle d'une « identité composite équiprimordiale » : les répondants s'identifient *également* à leur province et au Canada. Plus de 600 communautés autochtones sont officiellement recensées au pays ; elles représentent près de 5 % de la population totale. C'est à elles que s'intéresse le troisième chapitre, qui brosse la « toile identitaire autochtone ». Mise à part la limite méthodologique que les auteurs reconnaissent (le faible nombre de répondants autochtones par province et par territoire ne permet pas toujours d'en obtenir une représentation fiable), leur analyse souligne qu'une large majorité des répondants se reconnaissent une « identité composite », *également* autochtone et canadienne. Dans cette section, les données relatives aux explications des difficultés socioéconomiques rencontrées par les Autochtones sont particulièrement stimulantes. Si près d'un Canadien sur deux avancera une explication multifactorielle (limites des politiques publiques mises en œuvre, par exemple), les provinces de l'Ouest en attribuent davantage la responsabilité « aux communautés autochtones elles-mêmes » (près d'un citoyen sur deux en Saskatchewan, pratiquement deux sur cinq en Alberta et au Manitoba). Paradoxalement, une part aussi importante des répondants dans ces provinces s'opposent à ce que les communautés autochtones bénéficient d'un transfert de compétence, donc de leviers pour s'autogouverner. Le chapitre 4